

La citation du mois

Le président français Nicolas Sarkozy a invité l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en conflit au sujet du Haut-karabakh, à « *prendre le risque de la paix* », lors d'un entretien le 10 mars à l'Elysée avec le président arménien Serge Sarkissian, selon l'Elysée.

M. Sarkozy a pris « *l'exemple de la réconciliation franco-allemande, qui a elle aussi demandé beaucoup d'efforts de part et d'autre* », pour « *inviter toutes les parties à prendre le risque de la paix pour mettre un terme à ce conflit qui n'a que trop duré* ».

« *Chacun doit faire les efforts et les compromis nécessaires pour relancer la dynamique de paix enclenchée il y a 18 mois pour parvenir enfin à règlement politique et durable de ce conflit* », a également affirmé M. Sarkozy (AFP, 10 mars).

La France co-préside, avec les Etats-Unis et la Russie, le groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui avait proposé, en novembre 2007, des « principes de base » présentant « un compromis raisonnable » pour le règlement du conflit.

À la une

« La Turquie se veut la Chine de l'Europe » (La Tribune, 9 mars 2010)

Après l'énergie, la diplomatie et l'armée, c'est « *aujourd'hui sur le terrain des affaires, en tant que tremplin régional, que la Turquie veut se positionner* » : dans son édition du 9 mars, *La Tribune* dédie sa page enquête à l'offre qu'Ankara s'emploierait à mettre en avant auprès des Européens : le sésame pour son marché de 72 millions de personnes et ceux des pays voisins, soit l'accès à près d'un milliard de personnes au total.

« *Autant dire que pour les entreprises européennes, la Turquie et sa région pourrait jouer un rôle identique à celui de la Chine, en termes de production comme de consommation - la proximité géographique en plus* ».

Décrivant une Turquie qui « *se relève vaillamment* » de la crise, le journal se fait l'écho des propos du ministre turc des Finances, Mehmet Simsek, pour qui « *investir en Turquie, c'est profiter de la croissance d'un pays émergent avec les simples risques d'un marché développé* ».

Dressant à grands traits le bilan de santé du pays, le quotidien énumère les atouts majeurs d'un partenaire économique compétitif : le récent « *renforcement des finances publiques* », un système bancaire sain, un environnement des affaires attractif « *notamment au point de vue légal* », des salariés motivés et productifs et des entreprises « *si habituées aux chocs qu'elles savent gérer les crises, et [qui] lorsqu'elles doivent emprunter, paient en général leurs dettes rubis sur l'ongle* ». Pour le quotidien, certaines entreprises françaises ne s'y sont pas trompées. « *D'Axa à GDF Suez et BNP Paribas, les investisseurs français (...) ne tarissent pas d'éloges sur la Turquie, son esprit d'entreprise, la qualité de sa main-d'œuvre et le potentiel de consommation que revêt une population* ». « *Le pays a réalisé des gains de compétitivité qui pourraient servir d'exemple à la Chine !* », souligne Jean Lemierre, conseiller du président de BNP Paribas.

Pourtant, si la Turquie a séduit les entrepreneurs, « *elle a encore du mal à convaincre les Européens de l'intérêt de l'accepter au sein de l'Union européenne* ». « *Le monde politique suit avec retard celui des affaires* », regrettent les diplomates à Ankara qui « *comptent aujourd'hui sur le business pour servir de relais à la candidature turque* ». Et le journal de conclure : « *Si elle n'est pas acceptée dans l'Union, elle pourrait emboîter le pas à ses hommes d'affaires, et, en jouant la carte du régionalisme, tourner le dos à l'Europe...* »



Actualités

La visite en Turquie de la chancelière allemande Angela Merkel

En déplacement officiel en Turquie, lundi 29 et mardi 30 mars, pour la première fois depuis 2006, la chancelière allemande Angela Merkel a défendu sa proposition d'un partenariat privilégié comme alternative à une adhésion de ce pays à l'Union européenne (UE). « *Angela Merkel est, avec Nicolas Sarkozy, la plus farouche adversaire parmi les leaders des grands pays de l'Union européenne à une pleine intégration de la Turquie dans l'UE* » (Libération, 31 mars).

La chancelière allemande doit composer avec ses partenaires de coalition, les libéraux du FDP, mais aussi le patronat allemand. « *Lors d'un voyage à Ankara en janvier, le ministre des affaires étrangères, Guido Westerwelle (FDP), avait semblé soutenir cette option, ce qui lui avait valu les attaques des conservateurs bavarois de la CSU, résolument hostiles à l'idée d'une adhésion* » (Le Monde, 30 mars). Pour le quotidien, « *le patronat allemand est sur la même ligne* », citant ensuite le directeur de la Fédération de l'industrie allemande, Werner Schnappauf : « *L'économie allemande invite à une discussion dépourvue d'émotion à propos des négociations d'adhésion de la Turquie* ». Ces dernières années, les entreprises allemandes n'ont cessé d'intensifier leurs relations commerciales avec la Turquie. « *L'Allemagne est le principal partenaire économique européen de la Turquie, avec 25 milliards d'euros d'échanges commerciaux bilatéraux* » (Libération, 31 mars).

« *Economiquement, la Turquie appartient déjà à l'Europe* », indique Hans Heinrich Driftmann, président de la Confédération des chambres de commerce et d'industrie est sur la même ligne (Les Echos, 30 mars).

Protestation contre un projet de réforme constitutionnelle

En mars, la presse française s'est faite l'écho d'un projet de réforme constitutionnelle porté par le gouvernement turc. Controversée, cette réforme limiterait l'influence des hautes cours de justice. Pour sûr, elle relance « *le bras de fer avec la justice* » (La Croix, 29 mars). « *Cette révision vise notamment à réduire le pouvoir de la Cour constitutionnelle, hostile à l'AKP [Parti de la justice et du développement ; au pouvoir en Turquie]* » (Les Echos, 23 mars).

« *Nous essayons de faire les choses les plus urgentes sans quoi nous ne pourrions pas poursuivre notre processus européen* », confie le ministre de la justice, Sadullah Ergin cité par La Croix.

Economie : « Istanbul se rêve en vitrine mondiale de la mode »

En mars, le quotidien Les Echos a donné un coup de projecteur sur une autre facette de l'économie turque : le secteur de la mode. Pour le quotidien, « *Istanbul se rêve en vitrine mondiale de la mode* » (9 mars). Déjà reconnue pour son savoir-faire en matière de confection et travail du cuir, la Turquie investit dans la création et le marketing. « *Objectif : l'émergence de nouvelles marques capables de rivaliser avec les plus grandes* ».

Signe fort, la tenue en février 2010, de l'Istanbul Fashion Week, juste avant celles de New York, Londres, Milan et Paris. Elle a valeur de « *manifeste, à voir la manière dont se sont mobilisés ses organisateurs, les autorités turques et l'ltkib, puissante organisation professionnelle rassemblant les exportateurs de la filière textile* ».

Dossier du mois : Turquie-Arménie

Décryptage

La récente déclaration du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sur l'éventuelle expulsion des Arméniens illégaux n'a fait qu'envenimer un climat déjà tendu entre Ankara et Erevan. « *Il y a 170.000 Arméniens dans mon pays. Parmi ceux-là, 70.000 sont des nationaux, mais nous tolérons les 100.000 autres (...). Si cela était nécessaire, je pourrais être dans l'obligation de leur dire de retourner dans leur pays* », a averti le chef du gouvernement turc au micro de la BBC, mardi 16 mars, si les Parlements de par le monde continuaient à voter des résolutions sur le « génocide » des Arméniens par les Turcs, comme cela a été le cas ces dernières semaines, aux Etats-Unis et en Suède. Une déclaration tempérée, quatre jours plus tard, par M. Erdogan en personne, indiquant qu'il n'avait pas l'intention dans l'immédiat d'expulser les clandestins arméniens de Turquie.

Suivant de près le dossier turco-arménien, la presse française s'est toutefois inquiétée de cette nouvelle fragilisation du processus de normalisation entamé à l'automne 2009. Pour les observateurs, la déclaration de M. Erdogan a porté « *un coup sévère* » aux avancées d'octobre dernier (Le Figaro, 19 mars). Pour le quotidien, « *le rapprochement entre les deux pays est aujourd'hui au point mort* ».

L'intervention du Premier ministre turc s'inscrit dans un contexte particulier. « *A l'approche du 24 avril, la date anniversaire du déclenchement des massacres de plus d'un million d'Arméniens en 1915, la Turquie doit faire face à une série de pressions internationales sur la question la plus douloureuse de son histoire* » (Le Monde, 20 mars). Précisément, la récente reconnaissance du génocide arménien de 1915 aux États-Unis et en Suède « *a servi de facteur déclenchant* » (Le Figaro, 19 mars). Le 11 mars, la Suède, pourtant « *l'un des meilleurs alliés de la Turquie au sein de l'Union européenne* », venait en effet de voter la reconnaissance du génocide arménien.

Le 4 mars, c'était au tour de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des Etats-Unis d'adopter une résolution reconnaissant le génocide arménien. Si ce texte, voté à une faible majorité, n'a pas force de loi, il n'en a pas moins profondément « irrité » Ankara qui a aussitôt rappelé son Ambassadeur à Washington. « *Laissez-moi vous dire très clairement que cette résolution ne nous affectera pas. Mais elle endommagera les relations bilatérales entre les pays, leurs intérêts et leur vision pour l'avenir. Nous ne serons pas les perdants* », a déclaré M. Erdogan (AFP, 6 mars). « *Cette décision n'apportera pas la paix dans le Caucase* » a lancé le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, affirmant qu'une telle initiative ne pourrait qu'avoir des répercussions négatives sur le processus de normalisation entamé avec l'Arménie en octobre. » (Libération, 6 mars). Pour le quotidien La Croix, ce vote est un « *échec pour la diplomatie turque qui avait multiplié les pressions pour [!] empêcher* ».

En Turquie, la déclaration de M. Erdogan a semé « *le trouble dans la communauté arménienne d'Istanbul* », explique Le Monde. Le journal La Croix note quant à lui qu'« *une large partie des médias turcs ont vivement réagi aux propos du Premier ministre. Car, outre l'exagération dans les chiffres annoncés - selon diverses enquêtes sérieuses, les Arméniens sans papiers seraient au maximum 16 000 -, son idée choque dans un pays où le tabou arménien, encore très fort, commence à être levé.* » (La Croix, 23 mars).

En France, l'UMP, par la voix de son porte-parole Frédéric Lefebvre, a dénoncé « *la menace proférée par Ankara à l'encontre de la communauté arménienne en Turquie [qui] s'apparenterait, si elle était confirmée, à une prise d'otage destinée à faire chanter les pays démocratiques qui reconnaissent le génocide arménien* ». (AFP, 19 mars)